



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°474 du 9 au 15 mai 2024

DIALOGUE INTER-MALIENS
QUELLES RECOMMANDATIONS ?

DJENEBOU DANTE
OBJECTIF JO 2024



FAMA

LA DYNAMIQUE OFFENSIVE

Depuis plusieurs semaines, les forces armées maliennes multiplient les opérations contre les groupes terroristes avec pour objectif de sécuriser l'ensemble du territoire national.

GRATUIT

Ne peut être vendu



Sous l'égide de du président de la Transition, chef d'Etat, Président du Conseil Supérieur de l'Agriculture SEM Colonel ASSIMI GOITA.



FEAM

FORUM ÉCONOMIQUE AGRICOLE DU MALI



Le FEAM est placé sous la présidence du Ministre de l'Agriculture MR LASSINE DEMBELE

Infoline
+223 94 55 45 24 | 77 29 13 36
www.ajvc-africa.org

16-17
MAI 2024
CENTRE INTERNATIONAL DE
CONFÉRENCE DE BAMAKO
(CICB)

PROGRAMME

TABLE RONDE SUR LE
FINANCEMENT
AGRICOLE AU MALI

CADRE ÉCHANGES
INTER STRUCTUREL ET
PROFESSIONNEL

CONFÉRENCES
PAYSANNES SUR LE
MÉCANISME AUTO
ENTREPRENEURIAT

ÉDITO

Dernière phase

La dernière ligne droite. Après les phases locales et régionales, le dialogue inter-Maliens est dans sa phase nationale, dont les recommandations seront remises au Président de la Transition ce vendredi. Initiée par ce dernier lors de son discours du Nouvel an, la perspective d'un tel dialogue entre « Maliens » sans « facilitation extérieure » a été bien accueillie au début. Elle est devenue plus pertinente quelques jours plus tard, lorsque fin janvier le gouvernement a décidé de mettre fin à l'Accord pour la paix avec effet immédiat. Ce dialogue aurait donc dû permettre de baliser le terrain et de poser des préalables à une discussion pour la paix et la réconciliation dans le pays. Il n'est nul besoin de revenir sur le boycott de plusieurs entités, ainsi que sur l'absence de personnalités sur lesquelles pèse une menace judiciaire, pour cette énième concertation. Énième parce que, dans un passé récent, nous avons déjà observé la Conférence d'entente nationale, le Dialogue national inclusif ou encore les Assises nationales de la refondation. En se replongeant dans les différentes recommandations formulées à l'issue de ces fora, plusieurs similitudes se dégagent et il ne serait pas étonnant que ce soit le cas avec celles du Dialogue inter-Maliens. Tout comme cela avait été mis en avant lors des Assises, la prolongation de la Transition est très souvent évoquée. Même si elle ne fait pas partie des thématiques de départ, cette option s'est imposée, quitte à éclipser les autres et à donner du grain à moudre à ceux qui estiment que ce dialogue n'est qu'un instrument de plus pour légitimer une nouvelle prolongation. Soit. Ce que l'on pourrait regretter, sans présumer des recommandations finales et de ce qui en sera fait, c'est d'avoir manqué peut-être une occasion de n'échanger que sur les « voies et moyens » de parvenir à la paix et d'élaborer en ce sens un document de référence.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

114ème

C'est le rang du Mali dans le classement 2024 de Reporters sans frontières sur la liberté de la Presse.

ILS ONT DIT...

- « Le Mali, considéré jadis comme un pays paisible et tranquille, s'est retrouvé depuis quelques années dans une situation conflictuelle complexe sur laquelle nous n'avons aucune emprise. Nous avons été réduits à être des observateurs du martyre de notre peuple pour des raisons économiques et géostratégiques auxquelles nous étions totalement étrangers ». **Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition**, le 6 mai 2024.
- « Au cours des cinq jours d'échanges, de débats directs et francs, nous aurons à cœur de fabriquer les briques de la maison de la paix que les Maliens veulent construire ensemble. Nous devons aussi réussir le bitume de la route de la réconciliation nationale que les Maliens veulent emprunter ensemble ». **Ousmane Issoufi Maiga, Président du Comité de pilotage du Dialogue inter-Maliens**, le 6 mai 2024.

RENDEZ-VOUS

9 - 10 mai 2024 :

Forum sur les mines et les énergies - CICB

11 mai 2024 :

La nuit de la Gawa Gang - CICB - Bamako

14 mai 2024 :

Tottenham - Manchester City - Premier League

17 - 18 mai 2024 :

Salon international du recrutement - Hôtel de l'Amitié - Bamako

UN JOUR, UNE DATE

9 mai 1994 : Nelson Mandela devient Président de la république d'Afrique du Sud, élu démocratiquement hors apartheid.



Grace à sa victoire 1-0 (même score à l'aller) au Parc des Princes face au Paris Saint Germain, le Borussia Dortmund s'est qualifié pour la finale de la Ligue des Champions. Ce sera la troisième finale pour le club allemand, qui a remporté la compétition en 1997.



Le journaliste sénégalais Cheikh Yérime Seck a été condamné le 7 mai pour diffamation à l'endroit de l'ex-capitaine Seydina Oumar Touré, dans l'affaire Adji Sarr - Sonko. Il a écopé d'une peine de 6 mois de prison avec sursis et d'une amende de 5 000 000 FCFA.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Vladimir Poutine a été investi le 7 mai pour un cinquième mandat à la tête de la Russie.



FAMA : LA DYNAMIQUE OFFENSIVE

Depuis plusieurs mois, les Forces armées maliennes (FAMA), engagées dans la sécurisation de l'ensemble du territoire national, multiplient la traque des groupes armés terroristes. Ces opérations, qui ont permis la neutralisation d'importants chefs terroristes ces dernières semaines, s'intensifient dans la zone des trois frontières, où ces groupes armés radicaux semblent de plus en plus acculés.

MOHAMED KENOUI

Le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, avait donné le ton le 14 novembre 2023, après la reprise de Kidal par l'armée malienne à la suite d'un raid déclenché quelques jours plus tôt en direction de la ville, contrôlée depuis plusieurs années par les groupes armés rebelles. « Notre mission n'est pas achevée. Dans les jours qui viennent, nos FAMA poursuivront leurs interventions et bénéficieront de toute la confiance de notre vaillante peuple », avait averti Assimi Goïta, rappelant que cette mission consistait à « recouvrer et à sécuriser l'intégrité du territoire, sans exclusive aucune, conformément aux résolutions du Conseil de Sécurité ». « Cette opération n'a pas d'autres buts que la lutte contre le terrorisme et la sécurisation de notre pays », avait assuré le Président de la Transition. Depuis, dans cette lutte contre le terrorisme, les Forces armées maliennes maintiennent une dynamique offensive, avec des résultats significatifs.

Chefs terroristes neutralisés Au moins cinq importants chefs terroristes ont été neutralisés au cours des deux derniers mois dans les régions du nord et du centre du pays. Le 29 avril 2024, l'armée a annoncé avoir tué Abou Houzeifa, alias Hugo, haut responsable de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), au cours d'une opération de grande envergure dans le Liptako-Gourma. La tête de ce terroriste étranger, « auteur de plusieurs exactions sur les populations civiles innocentes

et d'attaques contre les Forces armées des pays de l'AES et des forces étrangères », avait été mise à prix par les États-Unis pour sa responsabilité dans la mort de quatre soldats américains des Forces spéciales au Niger en 2017. « Sa disparition pourrait être un coup dur pour l'État islamique au Grand Sahara, tant sur le plan moral que logistique, c'est-à-dire la capacité de l'EIGS d'organiser et d'élaborer de nouvelles embuscades contre l'armée », estime l'analyste sécuritaire Dr Ahamadou Touré. Pour ce chercheur en Sciences politiques, paix et sécurité, la neutralisation d'Abou Houzeifa pourrait également impacter l'architecture militaire de l'EIGS. « Cette architecture pourrait connaître une déstabilisation temporaire durant le temps de deuil et avant la nomination d'un nouveau chef militaire », analyse-t-il.

Au moins cinq importants chefs terroristes ont été neutralisés au cours des deux derniers mois dans les régions du nord et du centre du pays.

Une semaine avant la mort d'Hugo, un autre terroriste, Akalifa Sawri, a été neutralisé entre Douetiré et Acharane, dans la région de Tombouctou. « Ce redoutable criminel impliqué dans toutes les attaques contre les FAMA, y compris des tirs d'obus et des braquages contre les civils le long de la route Tombouctou - Goundam, était vivement recherché », a indiqué dans un communiqué l'État-major général des FAMA le 22 avril. Dans un autre communiqué, en date du 18 avril 2024, l'armée a annoncé la neutralisation le 12 avril d'Ali Sékou



Engagée dans une dynamique offensive, l'armée malienne a neutralisé plusieurs terroristes importants ces dernières semaines.

alias Diouraydi, chef terroriste du secteur de Dogo, dans la zone de Youwarou, ainsi que de plusieurs autres terroristes aux environs de Laounia, dans la région de Mopti. À en croire l'État-major général des armées, ce terroriste vivement recherché, qui était l'adjoint

artisanales, de munitions 12,7mm, de tenues et rangers militaires, de batteries et de détonateurs, a indiqué l'armée. Un mois plus tôt, le 18 mars, les FAMA neutralisaient un autre chef terroriste, Boura Lobbi, originaire du village de Tana, qui sévissait dans une grande

d'un autre chef terroriste, Hasane Alias Cheik Oumar, était responsable de plusieurs exactions sur les populations et de pose d'engins explosifs improvisés (EEI) dans le secteur. La mort d'Ali Sékou alias Diouraydi a été suivie quatre jours plus tard, le 16 avril, de l'interpellation à Niono d'Almahdi Ag Almahmoud, un autre « chef terroriste de renommée ». L'offensive, menée au nord-est de Niono, a également permis la découverte de deux refuges des groupes armés terroristes et la saisie d'un important lot de matériel de guerre, composé entre autres de grenades

partie de la région de Douentza, particulièrement au nord, jusqu'à Diona. « Il a été tué ainsi que plusieurs de ses gardes au cours d'un accrochage avec les FAMA dans la forêt de Niabi. Ce chef terroriste, auteur de plusieurs exactions sur les populations et d'attaques contre les FAMA dans la région de Douentza et activement recherché, a été formellement identifié parmi les terroristes neutralisés », précise un communiqué de l'armée en date du 8 avril. En janvier dernier, Aboul Wahab Ould Choghib, l'un des plus grands dirigeants de l'EIGS, ainsi que deux de ses

REPÈRES

14 novembre 2023 :

Les FAMA s'emparent de la ville de Kidal.

21 janvier 2024 :

L'armée neutralise Aboul Wahab Ould Choghib, l'un des plus grands dirigeants de l'EIGS.

28 avril 2024 :

Abou Houzeifa alias Hugo, haut responsable de l'EIGS est neutralisé.

lieutenants avaient été également neutralisés par l'armée malienne. La mort de ce chef terroriste, principal instigateur du massacre de plusieurs centaines de civils dans la région de Ménaka entre 2022 et 2023, ayant occasionné le déplacement de milliers d'autres civils, est intervenue après celles d'autres figures de ce groupe, survenues au début du mois de décembre 2023. Parmi elles, l'émir militaire de l'EIGS Oussama Dallo alias Modallo.

Zone des 3 frontières ciblée

Dans la nouvelle dynamique enclenchée depuis quelques mois par l'armée malienne dans la lutte contre le terrorisme et la sécurisation du territoire national, les offensives se multiplient dans la Zone des trois frontières, avec le Burkina Faso et le Niger, dans le cadre des opérations de la Force conjointe de l'Alliance des États du Sahel (AES). Si des opérations conjointes, d'une part entre le Mali et le Burkina Faso et de l'autre entre le Mali et le Niger, se menaient déjà ces dernières années, elles se sont intensifiées, avec des résultats plus probants depuis la création de la Force conjointe de l'AES, en mars dernier, même si jusqu'à présent ces opérations ne sont pas menées sous un commandement commun. En avril, au moins trois grandes opérations coordonnées des trois armées dans cette zone ont conduit à la neutralisation de plusieurs groupes terroristes et à la destruction d'importantes bases logistiques. Selon les informations de

l'État-major général des armées du Mali, le 13 avril 2024 dans le secteur de Douana, à la frontière entre le Mali et le Burkina Faso, une action conjointe impliquant des vecteurs maliens et burkinabé a permis de démanteler une importante base logistique. Le même jour, une importante quantité de matériels de guerre a été détruite, ainsi que plusieurs terroristes neutralisés, aux environs du village de Hourara, situé à environ 12 km au nord-ouest de Labbezanga, à la frontière entre le Mali et le Niger. Trois jours plus tôt, le 10 avril, la coordination entre les armées malienne et nigérienne a permis de procéder à une frappe nigérienne qui a détruit un important lot logistique et neutralisé plusieurs terroristes dans la zone de Amalawlaw, dans le secteur de Labbezanga. « C'est dans cette partie frontalière que l'on a une présence marquée des hommes de l'État islamique. Donc il faut comprendre que les trois armées veulent réduire de façon drastique les capacités de nuisance de ce groupe terroriste. Jusqu'ici, c'est Al-Qaïda qui a le plus subi de pertes. Les récentes opérations se concentrent davantage sur l'État islamique », expliquait récemment dans nos colonnes Dr Aly Tounkara, Directeur exécutif du Centre des études sécuritaires et stratégiques au Sahel (CE3S). Mais si les FAMA enchaînent et réussissent des opérations portant des coups durs à l'organisation et à la capacité de nuisance de l'État islamique dans le Liptako-Gourma, elles ne sont en retour pas à l'abri des ripostes, mais aussi d'autres attaques venant du Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM) et de la menace des groupes rebelles du CSP-DPA.

Sans actions d'envergure depuis leur défaite à Kidal, ces derniers, désormais tournés de nouveau dans une lutte indépendantiste, préparent activement leur retour au combat contre l'armée malienne et sur tout le territoire malien. ■

3 QUESTIONS À



SOUMAÏLA LAH

Coordinateur national Alliance citoyenne pour la réforme du secteur de la sécurité

1 Comment analysez-vous la posture offensive de l'armée depuis la reprise de Kidal ?

Cette posture offensive se justifie par le fait que l'armée est en confiance. Cette confiance s'est progressivement créée avec un certain nombre de facteurs notamment le fait qu'elle a pu se doter de matériels opérationnels qui ont renforcé ses capacités. Des partenariats ont été scellés et cela a permis d'étoffer encore plus les capacités de l'armée à répondre aux besoins sécuritaires sur le territoire national.

2 Quel pourrait être l'impact de la neutralisation de chefs terroristes ?

Ce n'est pas la première fois que des chefs terroristes sont neutralisés. L'impact peut donc être momentané, le temps pour ces groupes de désigner de nouveaux chefs, de se réorganiser et de continuer leurs actions. On ne peut pas inscrire cet impact dans la durée mais sur le champ, c'est un coup dur qui est porté aux organisations concernées.

3 La reprise annoncée des combats du CSP contre l'armée peut-elle affaiblir sa dynamique offensive ?

Ce n'est pas une surprise que le CSP aille dans ce sens. C'était attendu et je pense que l'armée se prépare depuis un moment à cette éventualité. Je pense qu'il y a une stratégie opérationnelle qui a été mise en place dans ce sens, même s'il est important de noter que le CSP est affaibli sur le terrain depuis un moment mais n'a pas dit son dernier mot.

FAMA : LES DÉPENSES MILITAIRES ONT EXPLOSÉ

Selon le rapport annuel de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), dont les données font autorité concernant les dépenses militaires, le Mali a déboursé en 2023 un peu plus de 727 millions de dollars, soit un peu plus de 443 milliards de francs CFA.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

Depuis ce que les autorités nomment « la rectification » de la Transition, plusieurs équipements militaires ont été achetés, sans que leurs coûts ne soient toutefois communiqués. Le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, a par exemple reçu le 16 mars 2023 des aéronefs militaires de combats et de surveillance L39 et TB2. Cette remise faisait suite de celle d'une autre vingtaine d'aéronefs, livrés le 19 janvier 2023, et le lancement des travaux de construction du camp moderne de dernière génération de Bougouni, dont la pose de la première pierre a eu lieu le 14 mars 2023.

D'après un autre rapport de SIPRI paru en 2023, sur la période 2018 - 2022, la plus forte hausse des importations d'armes au sud du Sahara a été enregistrée au Mali. Plus de 210% en comparaison avec

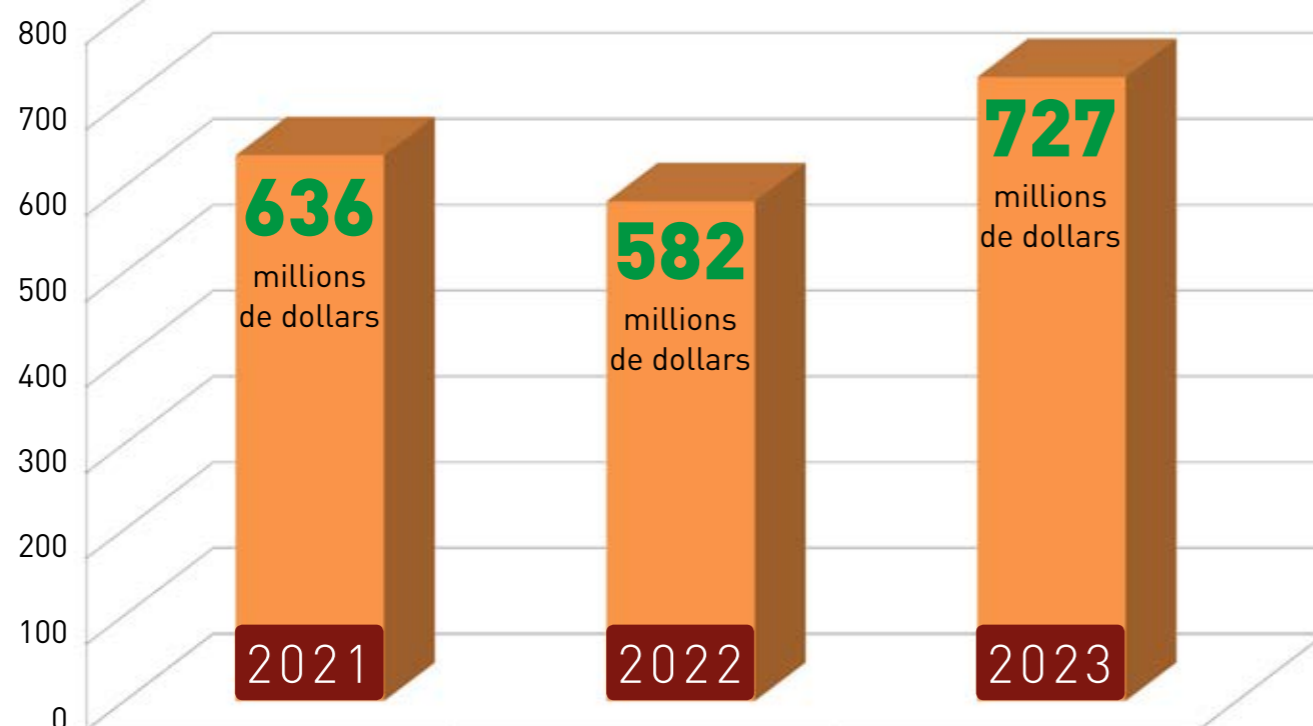
les cinq années précédentes. La Russie a été le principal fournisseur du Mali au cours de cette période. Mais le Mali s'approvisionne aussi auprès d'autres pays, notamment la Turquie, avec des drones TB2 qui font partie des fleurons en la matière. Le gouvernement en a réceptionné une vingtaine le 4 janvier dernier. Ce qui fait aussi le succès de ce drone, outre son utilisation très simple, est son prix. Selon le site spécialisé Fortune.com, il est estimé à 1 million de dollars pièce, soit un peu plus de 618 millions de francs CFA. Même si les dépenses militaires maliennes sont importantes, elles sont loin derrière celles du voisin algérien. Les dépenses militaires de l'Algérie ont augmenté de 76% pour atteindre 18,3 milliards de dollars. Il s'agit du niveau de dépenses le plus élevé jamais enregistré par l'Algérie et cela s'explique en grande partie par une forte augmentation des recettes issues des exportations de gaz vers les pays d'Europe, à mesure que ces derniers se sont éloignés des approvisionnements russes. ■



Depuis 2022, le Mali a acquis de nombreux drones auprès de la Turquie

Une augmentation de 24,91% par rapport à 2022, durant laquelle les dépenses ont été évaluées à 582 millions de dollars. Outre les achats d'équipements militaires, SIPRI inclut toutes les dépenses publiques pour les forces armées et les activités militaires, y compris les salaires et les avantages sociaux, les frais de fonctionnement, les infrastructures militaires, la recherche et développement, l'administration centrale, le commandement et le soutien.

DÉPENSES MILITAIRES DU MALI SELON SIPRI



Source : SIPRI

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo N°474 du 9 au 15 mai 2024

Journal du Mali



Consommer Sahel Infusion,
c'est consommer le Made in Mali.



Bio

ECO CERT

HACCP
Critical-Control-Point

Tél : (+223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 96 62 / 66 74 67 78

Site web : www.sahelinfusion.com

DIALOGUE INTER-MALIENS : QUELLES RECOMMANDATIONS POLITIQUES FINALES ?

Le Dialogue inter-Maliens pour la paix et la réconciliation nationale en est à sa phase ultime. Après les étapes communale et régionale, les travaux au niveau national, ouverts en début de semaine, vont prendre fin ce vendredi 10 mai 2024. En attendant les conclusions finales, un point sur les recommandations recensées par la commission en charge des questions politiques et institutionnelles.

MOHAMED KENOUI

Le rapport de la commission en charge des questions politiques et institutionnelles, réunie les 6 et le 7 mai pour procéder à la synthèse des différentes recommandations émises au niveau des bases, a été présenté en plénière le 8 mai, en présence des membres du Comité de pilotage et des délégués venus de toutes les régions et de la diaspora. Au total, 64 recommandations ont été retenues. On peut les classer en plusieurs sous-thèmes. Au plan institutionnel et de la gouvernance, la commission recommande entre autres de « mettre en adéquation la démocratie avec la modernité, nos valeurs traditionnelles, nos us et coutumes », de « dynamiser le cadre existant de concertation entre la société civile, les partis politiques et les autorités de la transition » et de « créer un cadre de concertation entre le pouvoir politique, les partis politiques, la société civile et les légitimités traditionnelles en vue d'un consensus autour de la transition ».

La candidature du Colonel Assimi Goïta à la prochaine élection présidentielle et la prorogation de la durée de la transition de 2 à 5 ans figureront très probablement dans les conclusions.

Des recommandations vont aussi dans le sens d'une amélioration de la gouvernance par le respect des textes en vigueur et la lutte contre la corruption, l'enrichissement illicite, l'impunité, le népotisme et le tribalisme. La commission met par ailleurs en avant la réduction du train de vie de l'État et la limitation à 25 du nombre des membres du gouvernement.

marquer la fin de la transition, et de développer des stratégies de mobilisation pour une participation massive des citoyens aux élections. Pour ces joutes électorales, la recommandation est apparue dès la phase communale. Elle est maintenue et figurera très probablement dans les conclusions finales : la candidature du Colonel Assimi Goïta à la prochaine élection présidentielle et la prorogation de la durée de la transition de 2 à 5 ans,



La phase nationale du dialogue inter-maliens ouverte le 6 mai prendra fin ce vendredi 10 mai.

Questions électorales Plusieurs autres recommandations sont liées à l'organisation des élections. Les participants proposent notamment d'organiser une révision exceptionnelle des listes électorales pour prendre en charge les réfugiés, les personnes déplacées internes et les nouveaux majeurs, de prendre les dispositions pour organiser des élections libres, transparentes et crédibles dans un « délai raisonnable et réaliste », avec possibilité de candidature pour tous les citoyens pour

« afin de consolider la reconquête du territoire national et la lutte contre le terrorisme ». Par ailleurs, une opérationnalisation des coordinations régionales de l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE) dans les nouvelles régions et l'exigence d'un niveau d'instruction minimum pour les candidats aux fonctions électives sont aussi recommandées.

Partis politiques et associations L'avenir des partis politiques a été également discuté au cours des débats. Alors que certains seraient pour leur dissolution pure et simple, les recommandations vont plutôt dans le sens de quelques changements notoires, notamment la relecture de la loi No05-047 du 18 août 2005 portant Charte des partis politiques, le durcissement de leurs conditions de création et de fonctionnement ainsi que la réduction de leur nombre et la suppression du financement public à leur endroit. Quant aux associations, la commission retient parmi les recommandations de relire la loi No04-038 du 5 août 2004 modifiée relative aux associations, afin de renforcer les dispositions de l'accord-cadre et de moraliser les conditions de leur création et de leur gestion et de dissoudre les

EN BREF

EUTM-MALI : LE MANDAT NE SERA PAS RENOUELÉ

Les Etats membres de l'Union européenne ont décidé d'un commun accord de ne pas proroger le mandat de la mission EUTM Mali au-delà du 18 mai 2024, a indiqué l'Union européenne dans un communiqué de presse mardi 8 mai. Cette décision, précise le communiqué, a été prise suite à la revue stratégique et aux consultations menées avec les autorités maliennes, et tenant compte de l'évolution de la situation politique et sécuritaire sur le terrain.

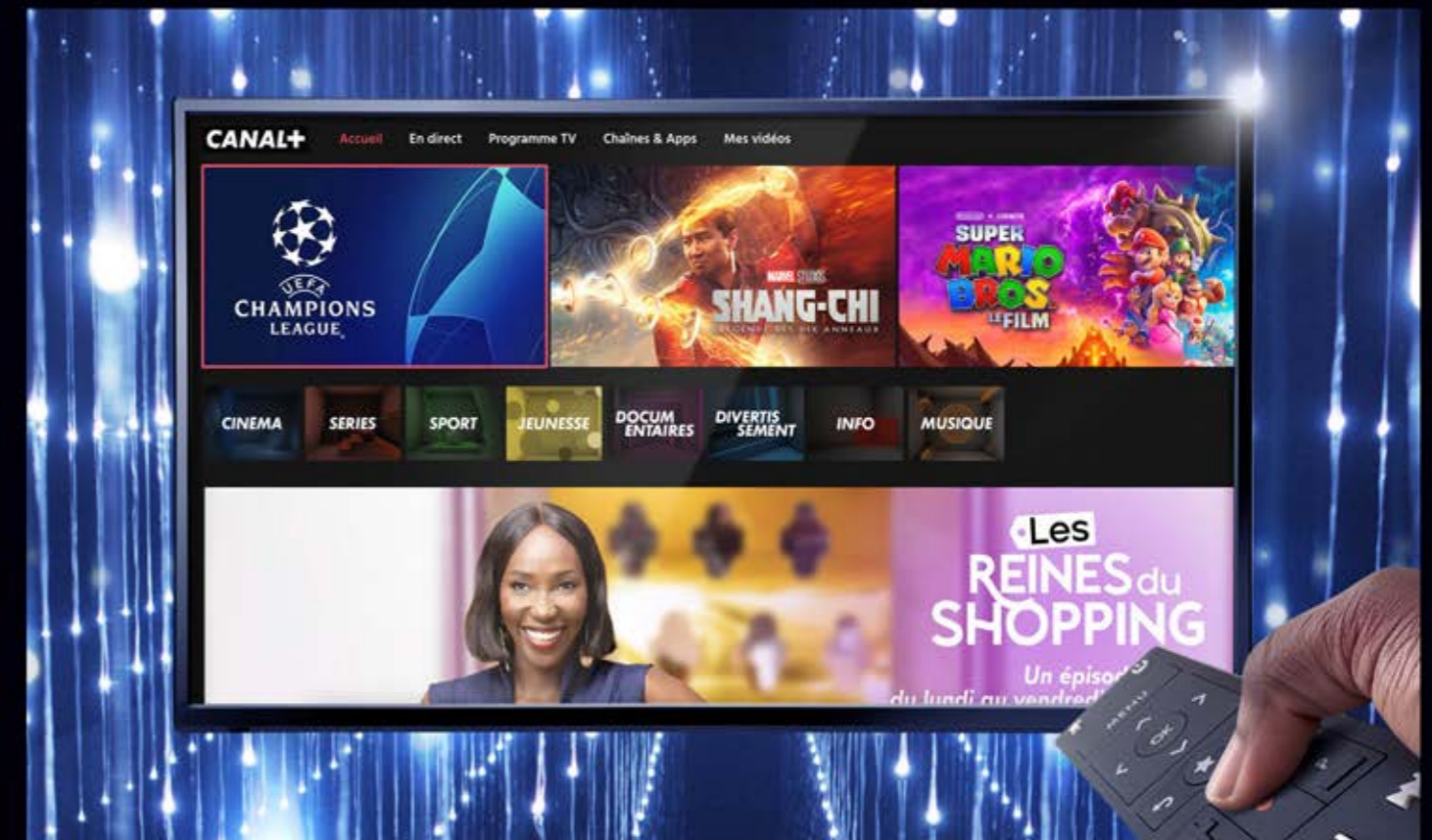
M.K

associations et regroupements à caractère ethnique, communautaire, régional et culturel. Elle recommande en outre de former le citoyen malien au respect des symboles de l'État, d'interdire aux chefs religieux et chefs de village, de fractions, de quartiers et aux responsables des organisations de la société civile de s'engager dans le militantisme politique.

Assainir l'administration et accélérer la décentralisation

Parmi les recommandations retenues sur le fonctionnement de l'administration, figurent sa dépolitisation et l'introduction des règles de bonne conduite et un système de choix axé sur l'enquête de moralité des agents de l'État. La commission thématique recommande aussi d'élaborer et d'appliquer un plan de carrière des agents de l'administration, de veiller à une meilleure gestion des ressources humaines et de favoriser l'appel public à candidature pour certains postes de responsabilité. Quant aux recommandations concernant la décentralisation, elles sont axées entre autres, sur la mise en place des délégations spéciales dans les nouvelles collectivités territoriales, l'accélération de l'opérationnalisation des nouvelles entités territoriales et la diligence dans la gestion des contentieux nés du découpage électoral. ■

CANAL+



NOUVEAU

DÉCODEUR CONNECTÉ

LA NOUVELLE EXPERIENCE CANAL+



LE BÉNIN N'EXPORTE PLUS SON MAÏS VERS LE MALI

Au Bénin, les prix du maïs connaissent une hausse importante. Une situation qui a conduit les autorités à interdire l'exportation de cette céréale. La mesure vise à assurer un approvisionnement correct du marché et une disponibilité du produit pour les consommateurs. Cette interdiction d'exporter vers les pays voisins pourrait entraîner une tension autour de cette denrée, essentielle à la consommation humaine et animale dans la zone.

FATOUMATA MAGUIRAGA

L'exportation incontrôlée du produit vers les pays voisins aurait conduit à une rareté et une cherté inédites du produit. Pour stabiliser cette situation et rendre le maïs accessible aux populations, les autorités ont décidé d'interdire la sortie du produit jusqu'à nouvel ordre, selon plusieurs médias. Intervenant en avril dernier sur la question, le ministre béninois de l'Agriculture, Gaston Dossouhoui, avait expliqué les tensions autour du maïs. Selon lui, c'est à la faveur de l'interdiction d'importer des produits carnés, il y a deux ans, que les éleveurs de poulets ont voulu constituer des stocks de maïs pour leurs élevages. Une situation qui a amené les commerçants à entamer des spéculations. La deuxième raison, toujours selon le ministre, est d'ordre exogène. Elle émane de la forte demande de la zone du Sahel, devenue grande consommatrice de cette céréale. Or « le corridor le plus sécurisé est celui du Bénin », a-t-il soutenu. Citant notamment le Nigeria, il a estimé que ce pays avait besoin du maïs béninois, malgré sa grande production,



Face à la flambée des prix, le Bénin a décidé d'interdire les exportations de maïs vers plusieurs pays dont le Mali.

compte tenu de l'importance de ses élevages.

Forte demande du Sahel
« Les sorties massives et frauduleuses vers les pays de l'Interland (Burkina Faso, Mali, Niger) » seraient la cause de cette hausse de prix. Malgré une hausse régulière de sa production, qui est passée de 1 100 000 tonnes environ à 1 800 000 tonnes, avec des besoins autour de 1 000 000 de tonnes, les spéculations et la forte demande ont fait grimper les prix. Cette mesure d'interdiction « jusqu'à nouvel ordre »,

Prix du kilo de maïs au Bénin :

Entre 350 et 450 francs CFA

Production du pays : 2 000 000 tonnes

selon les autorités, est une mesure de précaution, qui vise à protéger le stock national de sécurité.

Estimée à 4,1 millions de tonnes pour la campagne 2023-2024, la production malienne de maïs reste la plus importante, devant le riz (3 millions de tonnes), le mil et le sorgho. Le pays prévoit une hausse d'environ 12% de sa production céréalière pour la campagne 2024-2025. Le deuxième producteur de céréales en Afrique de l'Ouest après le Nigeria avait aussi adopté une mesure d'interdiction d'exporter en 2021 pour éviter une pénurie. ■

EN BREF

MANGUES : CELLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST TOUJOURS PRISEES

La saison des mangues s'annonce prometteuse, surtout pour celles venues d'Afrique de l'Ouest, vers l'Europe, annonce le site Commodafrica.com. Les premières de la zone sont arrivées en Europe la semaine dernière. Volume et prix seraient également au rendez-vous, selon les acteurs. Le manque de mangues péruviennes pourrait aussi expliquer cette embellie. La saison a surtout été bonne pour les mangues ivoiriennes. « Les conditions climatiques ont été beaucoup plus favorables par rapport à l'année dernière », a expliqué un acteur. Des pluies suffisantes ont permis aux fruits de mûrir et la saison doit s'étendre jusqu'en juin, se réjouissent les producteurs. Au Mali, malgré une saison mitigée avec des conditions plutôt défavorables, les variétés Ameli et Kent ont aussi été au rendez-vous. Les prix moyens étaient respectivement de 4,8 euros (environ 3 150 francs CFA) et 6 euros (environ 3 930 francs CFA) pour les variétés maliennes contre 8 euros (environ 5 240 francs CFA) le kg pour la variété Kent de Côte d'Ivoire. Après une baisse d'environ 25% des quantités exportées d'Afrique de l'Ouest, les normes devraient être atteintes cette année avec 30 000 tonnes exportées vers l'Europe. ■ F.M

AMRTP Une étude pour évaluer l'accès aux TIC

L'Autorité malienne de régulation des Télécommunications, des technologies de l'information et de la communication et des postes (AMRTP) veut mener une étude sur l'usage des TIC. Elle s'inscrit dans la réalisation des missions de l'organisme et vise à obtenir des données fiables sur l'utilisation des TIC au Mali. L'étude sur l'usage des TIC et postes par les ménages et les

particuliers est « essentielle pour l'AMRTP dans le cadre de sa mission de régulation des secteurs des communications électroniques et postal », explique l'Autorité dans son avis appel d'offres pour le recrutement d'un consultant. Elle permettra d'une part d'identifier les besoins en matière d'accès et d'utilisation des TIC et d'autre part d'éclairer sur les obstacles à cet accès.

Les résultats de l'étude visent à orienter les politiques et stratégies de l'AMRTP en matière de développement des TIC et services postaux et de réduction de la fracture numérique. Le nombre de lignes téléphoniques (fixe et mobile) dénombré fin 2022 était de 26 175 910, soit un taux de pénétration de 119% selon le rapport annuel 2022 de l'AMRTP. Et le secteur enregistre un

taux de croissance annuelle de 3,3%. Quant à Internet, le segment enregistre plus de 13 millions d'utilisateurs, avec un taux de pénétration de 60%. Les manifestations d'intérêt pour l'étude, dont le but est d'obtenir des données fiables pour mesurer les progrès en matière d'adoption des TIC et services postaux, sont reçues jusqu'au 29 mai 2024. ■ F.M

Essent'ielle Des cosmétiques au goût naturel

Passionnée de cosmétiques, Oumou Makadji, qui est détentrice d'un Master en marketing, n'hésite pas à se lancer en 2020 avec Essent'ielle, la marque qu'elle a créée. Alors qu'elle essayait des astuces beauté pour découvrir les vertus de tel ou tel produit, elle est encouragée par son entourage à proposer elle-même ses « mélanges ». Grâce à ses connaissances en marketing, elle entame son projet et offre diverses gammes. Désormais, elle veut se spécialiser dans le domaine et avoir son unité de production et des espaces de vente.

Oumou Makadji entame sa production avec des produits capillaires. « Un processus un peu compliqué » qu'elle change pour se lancer dans la fabrication de savons. Une production timide au départ, avec une dizaine de pots de 250 grammes. Désormais, elle offre plusieurs gammes de produits et une centaine de pots chaque mois. Des savons à base d'ingrédients naturels, comme le moringa, le citron, la carotte ou encore l'avocat.

Innov

Désormais, cette offre de pro-

duits « naturels » s'accroît et il faut innover pour s'imposer. Une « valeur ajoutée » que la promotrice d'Essent'ielle entend apporter grâce aux formations qu'elle multiplie et aux produits naturels testés par ses soins. S'appuyant sur sa formation de base, elle organise aussi sa communication et vend surtout ses produits en ligne. Elle-même utilise ses produits. Après deux formations, dont une à Abidjan dans un centre spécialisé, elle en envisage une troisième ici à Bamako. Sans « se presser », pour « créer », elle mise surtout sur la satis-



Les produits essent'ielle revendiquent des mélanges naturels.

faction des clients. Pour le moment, elle est appuyée par une amie pour le graphisme, n'excluant pas d'avoir son unité et son espace de vente d'ici la fin de l'année et de pouvoir embaucher d'autres personnes. Le marché malien est demandeur, estime Madame Makadji. Et les opportunités ne manquent pas, soutient-elle.

Pour le moment, Essent'ielle ambitionne de satisfaire ses commandes au Mali et à l'extérieur, notamment dans la sous-région, et son « idée est que les produits soient accessibles à tout le monde ». Grâce à une fourchette de prix comprise entre 3 500 et 15 000 francs CFA. ■

FATOUMATA MAGUIRAGA

Spéciale Campagne

À partir de 50 000 fcfa

- ✓ Installation et mise en service
- ✓ 1 mois d'abonnement gratuit
- ✓ Assistance technique 24h/7j

KABALA ET ENVIRONS

www.afribone.com

Offre Valable jusqu'au **14 Mai 2024**
* Offre soumise à conditions

20 28 00 00

ÉDUCATION : RIGHT TO PLAY APPUIE LES FILLES EN SCIENCES

Initié conjointement par l'ONG Right to Play (RTP) et l'UNICEF, le projet WASH dans les Centres de développement de la petite enfance (CDPE), les écoles et les centres de santé à Bamako et à Koulikoro, vise à pallier certaines insuffisances. Notamment le manque de points d'eau améliorés ou de toilettes fonctionnelles pour filles et garçons. Le soutien aux filles dans les matières scientifiques fait aussi partie d'un programme de l'UNICEF auquel RTP veut apporter son expertise.

FATOUmata MAGUIRAGA



Le programme Right to play est destiné à orienter les filles vers les filières scientifiques.

Certaines filles qui ont des moyennes faibles dans les matières scientifiques bénéficieront de cours de rattrapage pour leur permettre d'être confiantes et pour booster le taux de maintien », explique la note conceptuelle. Permettre aux filles et aux garçons de vivre dans un environnement d'apprentissage favorisant leur maintien à l'école et l'amélioration de leurs performances scolaires est aussi une ambition du projet. Right to Play entend apporter son soutien à travers son approche 3 étoiles, appellation donné par l'ONG au concept WASH dans les écoles. Une absence de dispositif WASH impacte aussi négativement le taux de préscolarisation, selon l'ONG. La scolarisation des filles continue d'être un défi permanent dans un environnement marqué par plusieurs facteurs de vulnérabilité. Plus faible que celui des garçons, le taux de

scolarisation des filles est aussi affecté par des contraintes socio-culturelles.

Meilleurs résultats scolaires
L'objectif du projet est donc de contribuer à l'amélioration des résultats scolaires des filles dans 20 écoles des régions de Koulikoro et Bamako. Les cours de rattrapage seront dispensés par des enseignants dans les disciplines scienti-

Certaines des filles qui ont des moyennes faibles dans les matières scientifiques bénéficieront des cours de rattrapage pour leur permettre d'être confiantes et de booster le taux de maintien.

tiques (Mathématiques, physique-chimie), pour rehausser leur niveau dans ces disciplines « supposées être difficiles pour les filles de la 9ème année ». Pour faciliter l'acquisition de

ces connaissances scientifiques, RTP basera l'apprentissage sur le jeu centré sur l'enfant. Les méthodes seront combinées aux cours théoriques. Les cours se dérouleront sur trois mois après l'identification des filles dont les résultats sont faibles dans les matières scientifiques. Cette évaluation sera faite par les directeurs après les résultats du premier trimestre. Les enseignants qualifiés seront identifiés par les Centres d'animation pédagogique (CAP) dans les écoles retenues dans les deux régions pour assurer l'organisation technique des cours. Les cours, qui se déroulent les mercredi et jeudi après-midi et les samedi et dimanche matin, se tiendront sous la supervision de l'ONG et des différentes autorités scolaires durant trois mois (mars - avril - mai).

En termes de résultats, le projet espère améliorer les performances scolaires de 1 000 filles dans les matières scientifiques dans les 20 écoles ciblées. ■

EN BREF

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : 7,5 MILLIONS DE PERSONNES TOUCHÉES AU SAHEL

Dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'insécurité alimentaire s'aggrave et des millions de personnes sont concernées. Une alerte a été lancée le 6 mai 2024 par l'ONG américaine International Rescue Committee (IRC). Selon l'organisation, l'insécurité alimentaire et la malnutrition continuent de s'intensifier au Sahel. Le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, le Tchad, le Niger et le Nigeria pourraient faire face à un niveau d'insécurité alimentaire de crise, ou pire, si rien n'est fait durant la période de soudure, de juin à août. Dans les trois pays du Sahel central (Burkina Faso, Mali, Niger), on recense 7,5 millions de personnes concernées. Une augmentation significative par rapport aux 4,5 millions de personnes touchées l'année dernière, note l'IRC. Et « si aucune mesure urgente n'est prise, plus de 2,5 millions de personnes risquent d'être confrontées à des conditions catastrophiques proches de la famine ». En Afrique de l'Ouest et du Centre, l'insécurité s'est aggravée au cours des dernières années. En cause, les chocs climatiques, qui accentuent l'insécurité alimentaire, la malnutrition et l'insécurité et poussent les populations à se déplacer aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone, soutient l'ONG. Les taux de malnutrition dans certaines parties de ces pays devraient atteindre environ 15%, selon l'organisation. Face à ces défis récurrents depuis environ une décennie, les réponses ont toujours été en deçà des attentes. Avec un financement d'environ 10% des besoins humanitaires pour les pays du Sahel en 2024, la demande dépasse largement celle satisfaite par l'ONG et les organisations paires. ■ F.M

RUSSIE - UKRAINE : LES TENSIONS CROISSENT, POUTINE PROMET LA VICTOIRE

Vladimir Poutine prêté serment le mardi 7 mai lors de sa cérémonie d'investiture pour un cinquième mandat de six ans à la tête de la Russie. Dans sa prise de parole, il a évoqué la guerre en Ukraine. Le Président Poutine a de nouveau promis la victoire.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Après deux ans de guerre, Vladimir Poutine promet de nouveau la victoire à la Russie.

« Nous déterminerons le destin de la Russie par nous-mêmes et seulement par nous-mêmes, pour le bien des générations actuelles et futures », a-t-il souligné dans un discours également diffusé sur l'ensemble des chaînes de télévision russes d'État. La tension est encore montée d'un cran ce lundi entre les pays occidentaux et la Russie, qui a annoncé la tenue prochaine d'exercices nucléaires près de l'Ukraine et affirmé que ses forces pourraient frapper des cibles militaires britanniques en Ukraine « et au-delà ». Cette annonce fait suite aux

déclarations du ministre britannique des Affaires étrangères David Cameron « sur le droit de l'Ukraine à frapper le territoire de la Russie à l'aide d'armes britanniques ». La Russie a convoqué lundi l'ambassadeur français à Moscou pour dénoncer la politique « provocatrice » de Paris concernant le conflit, après que le Président français Emmanuel Macron ait évoqué à nouveau la possibilité d'envoyer des troupes occidentales au sol en Ukraine. Les services de sécurité ukrainiens (SBU) ont annoncé mardi 7 mai avoir « démantelé un réseau d'agents » du FSB russe soupçonnés

d'avoir préparé l'assassinat de Volodymyr Zelensky. Ces personnes, accusées de répondre aux ordres de Moscou, étaient « deux colonels » du service d'État ukrainien chargés d'assurer la sécurité de hauts responsables. Selon les rapports consultés par un quotidien britannique, le directeur des services de renseignement intérieurs allemand, Thomas Haldenwang, aurait informé ses homologues français, britannique et suédois que le « risque d'actes de sabotage initiés par l'État russe » s'était « considérablement accru ». Dans son viseur : attentats à la bombe, incendies criminels et attaques contre des infrastructures. La Russie a dénoncé des accusations absurdes. De récentes occurrences laissent penser que cette opération de déstabilisation serait déjà en cours. En effet, l'incendie au Royaume-Uni d'un entrepôt contenant des cargaisons d'aide pour Kiev, mais aussi des déraillements ferroviaires en Suède et des tentatives de sabotages sur des chemins de fer en République tchèque, laissent planer l'ombre du Kremlin. Le mois dernier, l'Otan a exprimé sa profonde préoccupation concernant les « activités malveillantes » de la Russie sur le territoire de ses alliés et a appelé les États membres à maintenir leur vigilance face à cette menace croissante. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

BRÉSIL : DES PLUIES TORRENTIELLES FONT DE NOMBREUX MORTS

Le sud du Brésil est en proie à des inondations sans précédent qui ont déjà coûté la vie à 78 personnes, selon les chiffres fournis le 5 mai au soir par les autorités locales. Des pluies torrentielles ont frappé l'État du Rio Grande do Sul, l'un des plus prospères de la fédération, situé à la frontière avec l'Argentine et l'Uruguay, et peuplé par quelque 11 millions de personnes. Les deux tiers des villes de la région ont été touchées par la montée des eaux. 15 000 personnes y ont vu leur logement totalement détruit, 80 000 autres ont dû être relogées en urgence par les autorités et 421 000 bâtiments ont été privés d'électricité. L'aéroport international, tout comme le marché municipal ou les stades des clubs de football Grêmio et Internacional, ont été inondés et fermés pour une durée indéterminée par les autorités. Les pluies torrentielles ont été accentuées par le cumul de deux phénomènes, selon les experts, le réchauffement climatique et El Niño. El Niño est un phénomène naturel qui revient tous les 2 à 7 ans et réchauffe par endroits les eaux. ■ B.S.H

ÉCHOS DES RÉGIONS

SOMASSO : BÉLÉNITOUGOU PRÉPARE LA 9ÈME ÉDITION

L'Association pour le développement de Somasso (ADS) prépare la 9ème édition du festival Bélénitougou. L'événement culturel, qui se tient du 18 au 22 mai 2024, veut désormais jouer un rôle actif dans le développement de la ville. Somasso est une commune située dans le cercle de Bla, dans la région de Ségou. « La culture au service du développement » est le thème de la manifestation culturelle, qui s'étend aux activités socio-économiques. Outre des stands qui seront à disposition pour exposer les produits du terroir, des espaces éducatifs sont prévus pour contribuer à l'ancrage des enfants dans les valeurs de leur localité. Le festival s'inspire de la fête annuelle organisée par les habitants pour « rendre grâce » après une année de labeur et inciter davantage les travailleurs à l'effort, expliquent ses organisateurs. Des activités de sensibilisation sur le paludisme et la mise en place d'activités de reboisement sont également au menu, pour donner à travers la culture un élan au développement de la localité. ■ F.M

POUR DJENEBOU DANTÉ, LES JO DE PARIS 2024 COMME OBJECTIF

À un peu plus de trois mois du début des Jeux Olympiques de Paris, Djenebou Danté, l'une des athlètes maliennes habituées de ces joutes, veut décrocher une troisième participation.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA



La sprinteuse Djenebou Danté est confiante quant à une qualification pour une troisième olympiade.

En 2016, à Rio de Janeiro, elle a été porte-drapeau du Mali. 4 ans plus tard elle était à Tokyo, signe d'une certaine constance dans sa carrière. 2024 marquera peut-être ses derniers Jeux Olympiques, mais cela revêt déjà une sa-

leur particulière. Parce qu'ils se tiennent en France, pays dans lequel elle s'est installée depuis plusieurs années pour sa carrière. Djenebou Danté, reconnue comme l'une des meilleures athlètes du Mali, veut briller lors de ces joutes sur sa « terre d'adoption

». Si l'expérience d'une participation est toujours enrichissante, au plan comptable c'est une déception. À Rio, Danté a été éliminée lors de sa série qualificative du 400 m. Avec un chrono de 52s85, elle a terminé 5ème. Au pays du Soleil levant, en plein COVID, les critères de qualification et d'engagement ont été modifiés. Elle s'est donc alignée sur la distance reine du 100 m, mais a échoué en qualifications avec un chrono de 12s12 et une 4ème place. Pour les jeux de Paris, la native de Bamako souhaite se lancer sur 200 m. Le demi-tour de piste sur lequel excellent les Américaines et les Jamaïcaines. Shericka Jackson, Gabrielle Thomas et Sha' Carri Richardson sont des noms qui résonnent, mais Danté assure être dans une bonne dynamique. « Je suis en bonne forme après des stages d'entraînement à Capbreton (dans le sud-ouest de la France) et Casablanca (Maroc). Cette année, je suis meilleure et plus performante sur 200m que sur 400m » confie-t-elle. Même si elle n'a pas encore atteint les minima pour les JO 2024, fixés à 22s57, elle compte sur l'appui de la Fédération malienne d'athlétisme pour son inscription, comme pour les précédents JO. Alors qu'elle est déjà tournée vers la transmission, la formation, à travers son association 4D (Association pour le développement durable du Mali). « Je souhaite rendre à l'athlétisme ce qu'il m'a donné. Parcourir le monde dans la fraternité, continuer à partager comme dans mon association 4D Mali, « bouger c'est vivre », avec les filles et femmes africaines ». L'un de ses objectifs, au-delà de sa participation, est aussi d'ouvrir la voie à toutes les talentueuses jeunes athlètes africaines. ■

FC Barcelone Dégraissage en vue

Marco Alonso, Serginho Dest, Ansu Fati, Clément Lenglet ... La liste est encore longue. Le média espagnol El Desmarque a annoncé ce mercredi que le FC Barcelone comptait faire un grand ménage dans son effectif lors du prochain mercato estival. Si dans le sens des arrivés Kvaratskhelia et Veratti sont ciblés, du côté des départs, le club catalan va montrer la porte de sortie à 17 de ses joueurs. Parmi eux, des cadres. De Jong, Pedri et Araujo, notamment, pourraient partir en cas de belles offres. El Desmarque assure que Frenkie de Jong, qui avait refusé tout transfert la saison dernière, sera de nouveau sur la liste des joueurs transférables. Il touche l'un des salaires les plus importants du vestiaire. Robert Lewandowski, qui soufflera sa 36ème bougie cet été, ne sera pas retenu, ni Oriol Romeu, qui n'a pas su s'imposer. Le Brésilien Raphinha pourrait lui aussi quitter la Catalogne. ■ B.S.H



CARTONS DE LA SEMAINE

Et de quatre. Après 2018, 2019 et 2021 sous les couleurs des Jazz, **Rudy Gobert** a été désigné meilleur défenseur de la NBA mardi, devançant son compatriote Victor Wembanyama (San Antonio) et Bam Adebayo (Miami). Le Français évolue désormais aux Minnesota Timberwolves.

Le meneur des Denver Nuggets, **Jamal Murray**, a écopé mardi de 100 000 dollars d'amende pour avoir jeté depuis la touche une poche chauffante et une serviette en direction d'un arbitre lors du match de NBA perdu la veille contre Minnesota. Le joueur canadien n'a toutefois pas été suspendu.

KAOURAL SUDU BABA : CULTIVER LA COHÉSION

Pour la deuxième fois, cette année le festival Kaoural Sudu Baba se tient à Bamako du 9 au 12 mai. Signifiant littéralement « l'entente dans la patrie », l'évènement, qui se déroule dans un contexte de défis multiples pour le Mali, est initié pour entretenir la cohésion sociale et le vivre ensemble.

FATOUmata MAGUIRAGA



Le festival qui veut entretenir la cohésion sociale a débuté ce 9 mai.

Parmi les activités-phares de cette manifestation culturelle figure la traversée des bœufs à Diarafabé. Un évènement historique célébrant chaque année la traversée du fleuve au début et à la fin de l'hivernage. Un « souvenir d'enfance » que les initiateurs veulent perpétuer en valorisant toutes les valeurs culturelles entretenues depuis des générations, explique Aissata Bocoum, l'une des initiatrices du festival. Pour les organisateurs, originaires de la

région de Mopti, « qui est un carrefour où vivent toutes les communautés du Mali », le festival est une vitrine de cette diversité. Au total, huit communautés ont été représentées lors de la première édition, l'année dernière.

Valorisation et préservation des cultures ancestrales Sous le thème de la valorisation et de la préservation de nos cultures ancestrales, le festival veut contribuer à la pérennisation des valeurs qui ont fondé

notre société. Des repères qui doivent surtout nous permettre de répondre aux défis actuels de notre société. Notamment le vivre ensemble, qui été mis à mal à travers des conflits ayant opposé des communautés vivant habituellement en harmonie. Cette année, elles seront douze pour le défilé communautaire, une activité-phare de cohésion sociale et de brassage ethnique, explique Madame Bocoum. Il est en outre prévu durant les trois jours du festival, qui se tient du 9 au 12 mai 2024, une prestation des élèves de l'Institut national des arts (INA), des projections de films sur la paix, un mini concert, des ateliers d'art pour les enfants, une Nuit de la diversité et le Woulirou, expression artistique autour des animaux. L'objectif du festival est de « rassembler les communautés maliennes autour de leurs cultures ancestrales ». Réunissant à l'origine la communauté peule avec ses cousines Dogonne et Bamanan, le festival veut « intégrer tout le monde », explique l'une de ses organisatrices. Durement touchés par la crise qui sévit dans leurs zones de résidence, plusieurs membres de ces communautés vivent désormais sur des sites de déplacés à Bamako. Ils participeront également au défilé communautaire.

L'ambition des organisateurs de Kaoural Sudu Baba est que « le Mali soit comme avant », afin notamment que tous ceux qui ont dû quitter leurs terroirs puissent retourner avec sérénité dans leurs localités d'origine. ■

INFO PEOPLE

SHAKIRA ÉVITE UN PROCÈS EN ESPAGNE

Le parquet espagnol demande le classement des poursuites pour fraude fiscale contre Shakira. Il « considère qu'il n'y a pas d'indices suffisants » pour la poursuivre pénalement dans le cadre d'une procédure relative à l'année 2018, a-t-il précisé le 8 mai. Un tribunal de la périphérie de Barcelone avait annoncé en juillet le lancement des poursuites contre l'autrice, compositrice et interprète, soupçonnée d'avoir utilisé des sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux pour éviter de payer l'intégralité de son impôt sur le revenu et sur la fortune. La chanteuse avait versé 6,6 millions d'euros le mois suivant pour montrer sa volonté de régulariser sa situation. Cette somme comprenait, en plus du montant dû, des intérêts de retard.



TOM CRUISE GUEST STAR DE LA CLÔTURE DES JO DE PARIS

Les Jeux Olympiques de Paris se tiendront du 26 juillet 2024 au 11 août. À quelques mois du moment fatidique attendu par tant de fans de sport, peu d'informations circulent sur la cérémonie de clôture dans la Ville Lumière. Mercredi 8 mai, RMC Sport en a dit plus. Le média spécialisé a révélé que Tom Cruise serait l'un des principaux visages de celle-ci. En quoi va consister le rôle de celui qui s'illustre comme personnage mythique d'Hollywood depuis plus de vingt ans ? Sa tâche sera un peu plus simple que celles qu'on lui attribue dans Mission impossible. Il s'agira pour lui, au Stade de France, de permettre de basculer vers les Jeux Olympiques de Los Angeles, qui auront lieu en 2028.



Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Suivez le meilleur du Foot malien



CHAQUE WEEK-END

● EN DIRECT SUR



La télé qui vous allume !

CANAL+ 4 | MALIVISION 244